

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne



Le 7 juillet 2012

CONFÉRENCE: Rencontre du savoir. Les Enjeux de la mondialisation

L'interview du président al-Assad au journal turc Cumhuriyet

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie

Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole, Gaz de schiste,
Transnationalisme
Pauvreté et inégalités
Militarisation
11 sept. Guerre au
Droits humains
Loi et justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV



Mondialisation.ca, Le 6 juillet 2012

sana.sy

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0
3 1
Share Tweet

Damas / le journal turc Cumhuriyet a publié aujourd'hui une partie de l'interview avec le président Bashar al-Assad qui avait parlé des derniers développements régionaux et internationaux.

En effet, un groupe des organes médiatiques turcs: les journaux Cumhuriyet, Hurriyet, Radikal, Posta et Habertürk, et les chaînes de télévision D et CNN-Türk, avaient demandé une interview avec le président al-Assad qui, partant de l'ouverture de la Syrie à tous les mass-medias, avait accepté de la leur accorder. Quatre parmi les organes médiatiques qui avaient sollicité l'interview s'en étaient absentés suite d'une communication téléphonique du bureau du chef du gouvernement Recep Tayyip Erdogan.

Questionné si la tension qui marque actuellement les relations syro-turques suite de l'affaire de l'avion militaire turc abattu par la Syrie pourrait aboutir à une confrontation plus vive entre les deux parties, le président al-Assad a dit que durant les 12 dernières années, depuis la visite du président Sezer en Syrie, on avait œuvré pour effacer les effets des événements qui s'étaient déroulés avant cent ans.

"L'étape des divergences nous avons appris beaucoup. Arabes et Turcs en avaient perdu. Il est insensé qu'on veuille retourner à cette étape?", a dit le président al-Assad.

"Durant les 15 mois derniers, soit dès le début de la crise en Syrie, nous travaillions sur plusieurs axes, le premier est pour résoudre la crise en Syrie et affronter les terroristes, le 2ème est de tenter de conserver ce qu'on avait édifié au niveau des relations syro-turques. Dans toute démarche et toute décision que prenait l'actuel gouvernement turc nous décelions un pas vers le torpillage de ces relations", a poursuivi le président al-Assad, ajoutant: "Je peux dire qu'ils avaient réussi à détruire la plus grande partie de l'édifice qu'on avait construit, mais ses fondements sont restés, et ces fondement sont les relations entre les deux peuples".

"Donc, et répondant à votre question, je dis: nous continuerons à travailler pour que les choses n'aillent pas à la confrontation. Telle confrontation est une perte et pour la Syrie et pour la Turquie. Les choses, je les vois allant dans ce sens au niveau gouvernemental, quant au niveau populaire, le peuple turc est conscient et comprend bien que son gouvernement veut l'entraîner à une

[Carte de France](#)

Carte Interactive de la France Lieux et Points d'Intérêt
gosur.com

Annonces Google

confrontation qui sert ses propres intérêts et non les intérêts nationaux, et il ne permettra pas, comme nous-mêmes, que les choses aillent à la confrontation", a-t-il affirmé.

Questionné, dans ce cas, quel est la position de la Syrie vis-à-vis des déclarations du gouvernement et de l'Etat turc qui disait que l'avion turc a été abattu délibérément et sur ses ordres, le président al-Assad a commencé par s'exclamer: "Il se peut qu'ils étaient alors à mes côtés? C'est ridicule!" avant de poursuivre: "Parlant logique, nous avons deux choix: ou nous avons abattu délibérément l'avion comme ils prétendaient ou l'avion a été abattu par erreur hors des eaux territoriales, s'il y a erreur, nous le dirons et nous nous en excuserons officiellement et le peuple turc appréciera ce geste, pas de problème; mais si c'était délibéré, la question qui s'impose alors: Quel est l'intérêt de la Syrie d'abattre délibérément un avion turc? Détestons-nous le peuple turc? Non, car le peuple turc nous a rendu du même notre affection durant les années dernières, et même durant la crise actuelle la majorité du peuple turc n'a pas cru les prétentions du gouvernement d'Erdogan; est-ce pour porter un coup à l'armée turque, elle n'a pas agressé la Syrie pourquoi lui porter atteinte?" .

"Ce qui s'était passé en effet, c'est que l'avion avait été abattu par un Canon anti-aérien dont la gamme ne dépasse pas 2,5 km, et ce canon ne pourrait abattre un avion que si l'appareil volait à très basse altitude et dans une gamme moins de 2.5 km", a-t-il affirmé.

Le président al-Assad a fait remarquer que dans les circonstances normale quand un avion ami viole l'espace, on ne l'abat pas. " Mais nous sommes un pays en état de guerre et quand un avion non identifié viole l'espace on le suppose avion ennemi", a-t-il expliqué, poursuivant qu'on avait prévu que l'avion non identifié abattu pourrait être turc après l'annonce par la Turquie de la disparition de l'un de ses avions et que c'était la partie syrienne qui avait contacté alors le ministre turc des affaires étrangères "les rapports entre les deux armées étant rompus sur décision de la partie turque, et qu'une coopération s'était établie entre les deux côté pour mener des opérations de secours des pilotes de l'avion.

Le président al-Assad a tenu aussi à expliquer que le point de l'espace violé donne à chaque militaire l'impression que l'avion pourrait être un avion ennemi et la partie syrienne avait agi en conséquence. "Je le répète, la partie syrienne n'avait aucune idée sur l'identité de l'avion avant de l'abattre".

"Si l'avion aurait apparu sur le radar, on l'aurait averti mais puisque le militaire est derrière les DCA, il n'a pas un mécanisme d'alerte. "L'une des règles militaires pour ces armes est quand on voit un avion et on n'a pas des directives ni informations sur son passage, on tire le feu sans revenir à la direction", a-t-il indiqué. " Il n'y a pas de missiles anti-aériens dans cette région qui peuvent atteindre les eaux territoriales, les propos turcs sur ce sont des mensonges", a-t-il clarifié. Répondant à une question sur les prétentions turques sur des communications entre les responsables syriens concernant la chute de l'avion turc, le président Assad a invité la partie turque à publier tout ce qu'elle a d'informations à ce sujet, affirmant que la Syrie a abattu l'avion sans connaître son identité.

"Nous ne voulons même pas penser que cet avion a été envoyé délibérément pour violer notre espace aérien. Nous voulons penser qu'il s'agit d'une erreur de pilote et nous considérons cet événement comme un accident qui peut passer avec n'importe qui", a-t-il souligné.

"Il n'était pas une bonne chose, quand j'étais informé de la chute d'un avion turc parce que le peuple turc est un ami", a dit le président al-Assad qui a ajouté que l'ennemi, pour nous, est Israël.

"Nous avons le sentiment qu'Erdogan et son gouvernement exploitent cette question pour gagner des points. Ce qu'ils n'avaient pas pu réaliser l'année dernière", a fait noter le président al-Assad, ajoutant que sans prendre en considération de la politique d'Erdogan qui envoie au peuple syrien la destruction et le sang et de son gouvernement qui souhaite la mort au peuple syrien. Nous souhaitons le bien au peuple turc et nous présentons nos condoléances aux familles des pilotes.

"Nous sentons que la perte d'un turc comme celle d'un syrien", a-t-il affirmé. Répondant à une question si le président al-Assad avait souhaité que l'accident n'aurait plus eu lieu, le président al-Assad a souligné qu'il n'espère pas voir ceci passer avec n'importe quel avion non hostile, ajoutant que tout avion inconnu serait considéré hostile dans les mêmes circonstances, même s'il était syrien conformément aux règles militaires qui existent dans la plupart des pays.

Questionné sur la rupture des contacts avec l'armée turque, le président al-Assad a indiqué que les contacts ont été rompu avec l'armée turque depuis six mois par le gouvernement turc à la suite des derniers changements dans l'armée turque, précisant que l'établissement militaire syrien n'a aucun numéro pour contacté la partie militaire turque même en cas d'urgence.

Questionné sur le fait que l'avion turc est de reconnaissance et n'est pas équipée d'armes, le président al-Assad a précisé que les règles politiques ne sont liées au genre de l'avion ou de son armement, précisant que le soldat qui est derrière les DCA ne sait pas si l'avion est de combat ou de reconnaissance, s'il porte des missiles ou pas, alors il ne peut pas évaluer cette question.

Répondant à une autre question sur la mobilisation militaire turque sur les frontières avec la Syrie après cet accident, le président al-Assad a affirmé que la Syrie n'avait jamais considéré la Turquie comme ennemi même en 1998 ou dans les années 50. "Il est évident de ne pas voir la Turquie comme ennemi ni aujourd'hui ni dans l'avenir car l'hostilité est entre deux peuples et non pas entre les gouvernements, c'est pourquoi nous n'avons pas mobilisé nos forces sur les frontières.

Passant aux nouvelles règles d'accrochages, le président al-Assad a affirmé qu'il n'est du droit de n'importe quel pays d'ouvrir le feu que si un autre a violé ses territoires, ajoutant que si on a visé n'importe quoi dans les frontières syriennes cela serait considéré comme agression.

Quant à l'évaluation du sommet de Genève, le président al-Assad a souligné que plusieurs points sont claires à cet effet, à savoir: le peuple syrien est le seul à décider, il faut arrêter la violence, il faut désarmer les groupes armés, " ce qui s'harmonise avec notre position, et les mains entachés par le sang syrien n'existent pas seulement en Syrie mais aussi à l'étranger, la chose qui confirme le rôle

d'autres pays impliqués. "Ces points sont essentiels pour nous mais ce qui nous concerne le plus est le fait que toute décision doit être prise à l'intérieur et non pas à l'extérieur".

"Tant que tout est soumis à la souveraineté syrienne, toute autre chose est discutable, et tout ce qui viole la souveraineté syrien ne nous plaît pas", a martelé le président al-Assad.

Questionné sur la conférence de presse du secrétaire d'Etat américain Hillary Clinton, le président al-Assad a dit: "Pour nous, les propos des responsables américains ne sont pas crédibles et la position américaine est hostile en principe. Ils font partie du problème et ils soutiennent clairement les terroristes, c'est pourquoi leurs propos ne nous concernent pas trop".

Répondant à une autre question sur sa compréhension des résultats de la conférence de Genève, le président al-Assad a affirmé que l'essentiel est que tout serait décidé par le peuple syrien. "Ce qui nous concerne est la sauvegarde de notre souveraineté et la non-ingérence dans nos affaires internes", a-t-il poursuivi.

Questionné sur sa position des propos sur la transmission du pouvoir en Syrie avec ou sans le président al-Assad et des demandes internes, régionales et internationales à exécuter pour accomplir le processus de réforme, le président al-Assad a indiqué que les parties régionales et internationales n'ont aucune relation avec ce sujet, et que la Syrie n'accepte aucune chose imposée par l'étranger, affirmant que tout serait décidé à l'intérieur. "Si je suis soucieux personnellement des postes j'aurais exécuté les diktats des Etats-Unis et du pétrodollar, et j'aurais accepté de vendre mes positions et mes principes, et le plus important c'est que j'aurais accepté d'établir un bouclier de missile en Syrie", a mentionné le président al-Assad qui a affirmé à cet effet que si le départ du président réalise l'intérêt du pays, il est normal de le faire, "Il ne faut pas rester un jour si le peuple ne te veut pas, et ce sont les élections qui prouveront ceci".

"Je ne suis pas concerné des chaises mais des accomplissements, je suis une personne qui aime les accomplissements", a conclu le président al-Assad.

Al-Assad: Les circonstances actuelles ont dévoilé la réalité d'Erdogan quant au bouclier de missile en Turquie qui vise à protéger Israël

Le président Bachar al-Assad a affirmé que le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a dépassé les relations fraternelles avec Syrie pour une relation d'intervention directe et passé ensuite vers l'implication dans les événements sanglants en Syrie via la fourniture du soutien logistique aux terroristes.

"La partie turque a dépassé la relation fraternelle avec Syrie vers une relations d'intervention directe dans les affaires syriennes, ce qui est tout à fait refusé pour la Syrie qui est un Etat indépendant et de souveraineté", a souligné le président al-Assad dans la 2ème partie de son interview avec le journal turc Cumhuriyet, publié aujourd'hui.

Le président al-Assad a ajouté que le gouvernement turc a commencé plus tard de s'impliquer dans les événements sanglants en Syrie via la fourniture du soutien logistique aux terroristes qui tuent les innocents et l'adoption des politiques dangereuses sur les deux peuples, turc et syrien.

"Erdogan a sorti dans ses déclarations de tous les mœurs et de l'étiquette dont jouit n'importe quel politicien au monde", a fait noter le président al-Assad.

Questionné sur les conseils donnés par Erdogan au président al-Assad et les promesses de ce dernier, le président al-Assad a précisé qu'Erdogan l'avait conseillé parfois de faire des réformes, et que la Syrie l'avait promis de le faire et l'avait fait en effet après six jours du début des événements en Syrie.

"Est-ce qu'il est logique qu'Erdogan soit plus soucieux du peuple syrien que moi-même? Qu'est ce que vous allez dire si j'ai dit que je suis plus soucieux du peuple turc que toi ou que n'importe quel citoyen turc?", s'est interrogé le président al-Assad qui a invité Erdogan à s'intéresser de ses affaires internes et non pas de celles d'autrui.

Répondant à une autre question sur ce qu'Erdogan veut, le président al-Assad a indiqué qu'il a un agenda plus grand que la question syrienne, Il est possible que à concerne son statut personnel ou celui de son équipe. "Il aurait voulu que les terroristes soient libres en Syrie, de ne pas les arrêter et de ne pas nous défendre" a dit le président al-Assad.

Questionné sur si les terroristes concernés sont les frères musulmans, le président al-Assad a dit: "Plusieurs années avant la crise, Erdogan était soucieux des frères musulmans syriens, il leur a accordé un plus grand intérêt que la relations syro-turque. Pour lui ils sont une obsession dans les événements en Syrie, notamment pour les aider et les défendre. Pour nous, nous ne permettons ceci ni pour Erdogan ni pour n'importe qui dans le monde".

Répondant à une autre question si les ponts ont été torpillé avec Erdogan, le président al-Assad a estimé: "Je le croit car il a perdu sa crédibilité? Et le rétablissement de ces ponts dépend de sa compétence de recouvrir sa crédibilité sur la scène arabe en général et d'avoir la courage de dire qu'il avait commis de nombreuses fautes dans cette période, et c'est à ce moment que le peuple arabe en général et syrien en particulier pourraient lui pardonner, ainsi que le peuple turc". Questionné sur l'issue de la crise syro-turque, le président al-Assad a souligné que l'issue est que le gouvernement turc revient sur ses fautes en traitant avec l'état syrien, cesse d'exploiter cet état pour créer de grands problèmes et commence à penser en les intérêts des deux peuples syrien et turc avant tout autre intérêt personnel. "Erdogan doit entendre les déclarations du père du pilote de l'avion abattu pour trouver une solution" a-t-il indiqué.

Répondant à la question: Pourquoi Erdogan a changé?, le président al-Assad a précisé que ce sont les circonstances qui ont changé pour dévoiler sa réalité confessionnelle, précisant qu'en 2008, Erdogan a

crié pour défendre les palestiniens à la suite de l'agression israélienne contre Gaza, ce qu'il n'avait pas fait deux ans auparavant quant Israël a attaqué le Liban. "Erdogan pleure aujourd'hui le peuple syrien, pourquoi il ne l'avait pas fait avec ceux qui se tuent dans certains pays du Golfe, qui sont innocents et pacifiques, Pourquoi il n'a jamais parlé de la démocratie dans certains pays du Golfe, tel que le Qatar, pourquoi il défie Israël et se met d'accord tout de suite de déposer le bouclier de missile en Turquie? Est-ce que ce bouclier est pour protéger les Etats-Unis? Où il est pour la protection d'Israël?", S'est interrogé le président al-Assad qui a ajouté que Erdogan n'a pas changé mais la vision du monde à son encontre a changé? "Il a chuté sur la scène arabe. Il n'existe ni lui ni sa crédibilité", a conclu le président al-Assad.

Le président al-Assad : La crise en Syrie est dans sa majorité extérieure

En réponse au correspondant du journal qui dit qu'en dépit de la distinction faite par le président al-Assad entre le gouvernement et le peuple turcs, il existe parmi le peuple il y a ceux qui juge que le régime syrien commettait des erreurs et que des innocents tombent chaque jour, et qui demande quel est la nature du lien entre lui et le peuple, le président al-Assad a dit: "Pour mieux expliquer les faits prenant un exemple vrai, et que ce soit votre voisin le plus proche, le chah d'Iran. Il avait un Etat puissant, une armée très forte et des services de renseignement très forts, un soutien international et, aussi régional sans limites, avait-il pu tenir devant le peuple? Non et c'est une évidence. Si j'étais dans cette position je ne le l'aurais pas pu".

"Vous parlez ici de 15 mois, non pas de deux ou trois semaines, ou même un mois. Tous les paris sont tombés, et la crise, s'est devenu fort clair, est dans sa majorité extérieur, et la preuve est la présence des combattants arabes et des extrémistes islamistes en Syrie, l'arme sophistiquée trafiquée à travers les frontières et les fonds qui affluent abondamment de l'extérieur", a poursuivi le président al-Assad, soulignant que les faits avaient changé la conviction de beaucoup de personnes à l'intérieur de la Syrie, opposants comme loyaux, "qui, ensemble défendent actuellement la patrie".

Il a tenu à faire noter qu'une ne saurait être une révolution gangs, "Une révolution devrait être celle du peuple et personne ne peut réprimer une révolution d'un peuple", a précisé le président al-Assad.

Invitant son interlocuteur, qui se trouvait alors à Damas, de visiter lui-même les lieux et de voir s'il y avait une révolution d'un peuple, le président al-Assad a repris: "Nous pourchassons et tuons des terroriste. Eux ils commettaient les massacres et il est de notre devoir, en tant qu'Etat, de défendre les civils".

Et s'adressant au peuple turc, il s'est exclamé: " Quant vous êtes ciblés, ne vous vous défendez pas, est-ce que vous ne justifiez pas vos opérations militaires au nord de l'Irak et en Turquie sous le titre de la lutte contre le terrorisme? Est-ce que nous dirons, dans ce cas, que l'Etat turc tue son peuple?"

Le président al-Assad a pris, dans ce sens, à partie la duplicité des critères et l'hypocrisie politique "que nous n'acceptons absolument pas", a-t-il conclu.

Questionné s'il regrettait la répression des manifestation au début pacifiques, le président al-Assad a indiqué que tout acte avait sa marge de faute, " nous sommes des humains qui commettent parfois des fautes, mais il faut distinguer les fautes commises à l'intérieur des facteurs extérieurs", a-t-il expliqué, faisant savoir que le plan tramé contre la Syrie a passé par trois épisode: "la 1ère celle des manifestations, manifestations en majorité payées, cette épisode avait duré jusqu'à Ramadan dernier, ne donnant sa ses fruits, ils ont passé à la 2ème, celle de créer des zones entièrement sous le contrôle des gangs armés, modèle de Bengazi en Libye, mais l'armée a frappé et avorté cette tentative qui s'était étendu jusqu'à mars dernier, et on a passé à la 3ème, celle des assassinats, des massacres et des attaquer aux explosifs des institutions de l'Etat", a-t-il indiqué.

"Donc, dire que les manifestations étaient pacifiques est de l'ingénuité, car elles n'étaient point pacifiques", a-t-il insisté.

Répondant à une question sur l'imputation par le Conseil des Droits de l'Homme dans son dernier rapport à l'armée syrienne la plus grande responsabilité des événements sanglants en Syrie, le président al-Assad fait savoir que tous connaissent que les institutions internationales sont soumises à la volonté américaine et occidentale. "C'est de la stupidité de considérer les dires des organisations internationales comme référence", s'est-il exclamé, affirmant que l'objectif est d'imposer encore plus de pressions sur la Syrie pour compenser leur échec dans l'application de leurs plans.

Et d'affirmer: quand on est dans notre droit, nous ne nous soumettons ni aux organisations internationales ni à quiconque d'autre.

Le président al-Assad : Même si les sanctions ont été intensifiée, nous ne changerons point notre position

En 4ème partie de son interview avec le journal Turc Cumhuriyet, le président Bachar al-Assad a affirme : "Même si les sanctions ont été intensifiées, nous ne changerons pas nos positions car la question n'est celle de vente des principes contre argent, nourriture ou assistances extérieures".

Questionné sur la tentative du gouvernement turc se servir, pour inciter le peuple turc contre la Syrie, de la question du Parti kurde des Travailleurs en faisant croire, à travers les médias loyaux, que la Syrie exploite la crise entre les deux pays et qu'elle avait autorisé audit Parti, qui a accentué ces derniers temps ses opérations, d'agir sur le territoire syrien, le président al-Assad a affirmé que ces prétentions sont faux.

"La personne qui pense de telle manière avait l'habitude de la perfidie et étant telle, il croyait que les autres sont à son image. Ce n'est de nos mœurs". A précisé le président al-Assad, ajoutant: "Quand vous souffrez dans votre pays de déséquilibre, les priorités sécuritaires deviennent différentes et on ne réussit pas à contrôler complètement les choses. Le déplacement de quiconque à l'intérieur du pays devient plus facile. Dans certains cas nous ne pouvons pas protéger des Syriens, comment

pouvions-nous alors être responsable de la protection des Trucs ?".

"S'il y déséquilibre sécuritaire en Turquie, c'était du aux politiques du gouvernement turc qui impute, lui, la responsabilité aux autres", a poursuivi le président al-Assad, affirmant qu'il est impossible pour la Syrie, en raison des circonstances qu'elle affronte, d'apporter de l'aide à la Turquie; "or pour vous protéger il me faut protéger moi-même", a-t-il expliqué.

A la réplique de son interlocuteur disant que l'autre partie ne demande pas votre assistance mais dit vous envoyait les combattant dudit parti, le président a posé la question suivante : "Où en est la preuve?, avant de rappeler que le parti kurde des Travailleurs combattait depuis des décennies et il n'y a aucun besoin de les envoyer.

"Quand nos relations étaient bonnes avec les institutions militaires et sécuritaires turques, ce parti des Travailleurs déclenchait aussi des opérations. Le nouveau c'est que le chaos dans une scène voisine rend le mouvement plus facile. C'est tout", a indiqué le président al-Assad.

Questionné sur sa vision sur l'affaire kurde du point de vue régional, le président al-Assad a estimé que la région est compliquée et comprend une grande diversité culturelle, ajoutant qu'au cours des dernières décennies, il y en a ceux qui avaient exploité, à des fins politiques, ces composantes qu'ils avaient mises en face de l'intérêt national ou patriotique. "Il faut comprendre que la puissance de la patrie puise de cette diversité que ce soit ethnique, religieuse ou culturelle. Aller à la séparation est inadmissible".

Questionné s'il voyait à court ou à long terme un Etat kurde dans la région, le président al-Assad a dit: Ceci c'est la séparation et je l'ai dit personne n'accepte cette séparation.

Et de poursuivre: Dans tels cas, il y aura des dizaines de mini-Etat or chaque confession, religion ou nationalité chercherait alors un Etat indépendant. Je ne crois pas que nos peuples y trouveraient alors leur intérêt. Nous avons vécu ensemble, sans problèmes, dans cette région des milliers d'années; le problème a apparu après l'entrée dans cette région du colonialisme, mais quand on édifie une conscience de vie en commun, toutes les frontières imposées par le colonialisme seraient alors effacées".

Quant à la souffrance des gens, aux frontières syro-turques, des crises économiques, sociales est psychologiques, le président al-Assad a affirmé que cela est vrai car les frontières s'étaient transformées en zones de trafic d'armes et en points de passage des terroristes vers la Syrie. disant : "Des années, nous parlions comment transformer ces frontière en zone de développement. Mais développement et terrorisme ne se rencontrent jamais".

Questionné à quel point et jusqu' quand la Syrie pourrait rester ferme face blocus serré, dont les répercussions se ressentaient dans la rue syrienne, le président al-Assad a répondu: "Tant que nous sommes dans notre droit, tant que nous avons notre dignité et tant que nous sommes nationaux, toutes les sanctions, même intensifiées, nous ne feraient changer nos positions car il n'est pas question de vendre nos principes contre argent, nourritures ou assistances extérieures".

Rapportons qu'un groupe des organes médiatiques turcs: les journaux Cumhuriyet, Hurriyet, Radikal, Posta et Habertürk, et les chaînes de télévision D et CNN-Türk, avaient demandé une interview avec le président al-Assad qui, partant de l'ouverture de la Syrie à tous les mass-medias, avait accepté de la leur accorder. Quatre parmi les organes médiatiques qui avaient sollicité l'interview s'en étaient absentés suite d'une communication téléphonique du bureau du chef du gouvernement Recep Tayyip Erdogan.

Bulletin français



[Watch Full Episodes](#)

Turn Your Computer into a TV! Watch Full TV Episodes Online.

www.TelevisionFanatic.com

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par mondialisation.ca dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs, sana.sy, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31799

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2012 Mondialisation.ca